

TRAVAUX D'ADAPTATION, DE MAINTENANCE ET DE REPARATION DES BATIMENTS, POUR LES REVETEMENTS SOUPLES DE SOLS ET MURS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 1 Mono attributaire : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est inférieure à 15 000 € HT pour les sites de LOUDUN

Lot 2 Mono attributaire : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est inférieure à 15 000 € HT pour les sites de MONTMORILLON

Lot 3 Mono attributaire : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est inférieure à 15 000 € HT pour les sites de POITIERS –
MIGNALOUX-BEAUVOIR – CHATELLERAULT – LUSIGNAN

Lot 4 Multi attributaire : travaux dont l'estimation du maitre d'œuvre est supérieure à 15 000 € HT pour tous les sites

Décembre 2024

Maîtrise d'ouvrage :
Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers

Maîtrise d'œuvre :
C.H.U. - Direction des Constructions et du Patrimoine
Unité Etudes et Travaux

Tables des matières

1.	PRESENTATION	3
2.	PRESCRIPTIONS GENERALES	3
2.1.	Textes généraux	3
3.	MODES D'INTERVENTION	5
3.1.	Période de préparation – programme d'exécution des travaux	5
3.2.	Ordre de travail	5
3.3.	Délais	5
3.4.	Réceptions	5
3.5.	Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante	5
3.6.	Contraintes des interventions	6
3.7.	Présentation du personnel	6
3.8.	Nuisances de chantier	6
3.9.	Stockage	7
4.	QUALIFICATION ET FORMATION	7
4.1.	Qualifications de Revêtements de sol souples	7
4.2.	Formation du personnel	7
5.	CONTENU DES PRIX	7
5.1.	Nettoyage de fin de chantier niveau 1	7
5.2.	Nettoyage de niveau 2 - Nettoyage de mise à gris	9
5.3.	Nettoyage de niveau 3 – Nettoyage de Mise à blanc	9
6.	PERIODES DE CONGES	10
7.	DOCUMENTATION ET PLANS, DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	10
8.	ATTACHEMENTS	11
9.	MATERIELS ET MAIN D'ŒUVRE	11
9.1.	Généralités	11
9.2.	Main d'œuvre	11

1. PRESENTATION

Le présent cahier des charges précise les prestations à réaliser dans le cadre d'un accord-cadre mono-attributaire et multi attributaires à bon de commande et à marchés subséquents. Les prestations concernées sont essentiellement :

- Des travaux de sols et murs avec des revêtements souples,
- Des travaux de recouvrement de surfaces nécessitant la fourniture et la mise en œuvre de produits préfabriqués ou nécessitant un assemblage/mise en œuvre sur site (revêtements PVC, caoutchouc, moquette, résines bi-composantes,...).

L'ensemble des prestations à réaliser est situé au CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS sur les principaux sites suivants :

- Hôpital de la Milétrie,
- Hôpital de Chatellerault
- Hôpital de Loudun
- Hôpital de Lusignan,
- Hôpital de Montmorillon,
- Cuisine centrale de Mignaloux,
- Blanchisserie centrale de Mignaloux,

mais également sur un certain nombre de propriétés délocalisées appartenant au CHU ou en location (localisation non exhaustive : Poitiers, Lésigny, ...)

L'accord cadre fait l'objet d'une convention de groupement de commandes unissant le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers (mandataire du groupement), l'Etablissement Français du Sang (EFS) pour son site de la Milétrie et le CH Henri Laborit sur l'ensemble de ses sites.

2. PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1. Textes généraux

Les travaux de revêtements de sols souples seront réalisés pour tout ce qui ne déroge pas aux spécifications du présent CCTP suivant les clauses des normes suivantes, cette liste étant non limitative :

Chapes et préparation des sols

NF DTU 26.2 - avril 2008 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

NF DTU 52.1 - 15 Juin 2013 : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes

Revêtements de sols résilients et PVC

NF DTU 53.2 P1-1 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-203-1-1)

NF DTU 53.2 P1-2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sols PVC collés - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P62-203-1-2)

NF DTU 53.2 P2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-203-2)

NF EN 650 (novembre 2012) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester avec envers en polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-301)

NF EN 651 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse - Spécifications (Indice de classement : P62-302)

NF EN 652 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support à base de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-303)

NF EN 655 (janvier 2012) : Revêtements de sol résilients - Dalles d'aggloméré de liège avec couche d'usure à base de polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-400)

NF EN 686 (décembre 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur sous-couche en mousse (Indice de classement : P62-501)

NF EN 687 (juillet 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège (Indice de classement : P62-502)

NF EN 688 (juillet 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège (Indice de classement : P62-503)

NF EN ISO 10581 (février 2014) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-313)
NF EN ISO 10582 (mars 2013) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol hétérogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-312)
NF EN ISO 10595 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Carreaux semi-flexibles/vinyle (VCT) en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-305)
NF EN ISO 10874 (avril 2012) : Revêtements de sol résilients, textiles et stratifiés - Classification (Indice de classement : P62-133)
NF EN 12104 (novembre 2000) : Revêtements de sol résilients - Dalles en aggloméré de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-403)
NF EN 12199 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief (Indice de classement : P62-204)
NF EN 12466 (juin 1998) : Revêtements de sol résilients - Vocabulaire (Indice de classement : P62-000)
NF EN 13413 (février 2002) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur semelle en fibre minérale - Spécifications (Indice de classement : P62-306)
NF EN 13553 (mai 2015) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle pour zones humides spéciales - Spécifications (Indice de classement : P62-307)
NF EN 13845 (Août 2017) : Revêtements de sol en PVC à résistance accrue au glissement
XP CEN/TS 15398 (mars 2016) : Revêtements de sol résilients, textiles et stratifiés - Symboles normalisés de revêtements de sol (Indice de classement : P62-004)
NF EN 16511 (juin 2014) : Panneaux pour pose flottante - Panneaux de revêtement de sol semi-rigides, multicouches et modulaires (MMF) avec couche supérieure résistante à l'usure (Indice de classement : P62-311)
NF EN 16776 (avril 2016) : Revêtements de sol résilients - Revêtements homogènes et hétérogènes en polyuréthane - Spécification (Indice de classement : P62-099)
NF EN 1816 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec semelle en mousse (Indice de classement : P62-200)
NF EN 1817 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse (Indice de classement : P62-201)
NF EN ISO 24011 (mars 2013) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif (Indice de classement : P62-504)
NF EN ISO 26986 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol amortis à base de polychlorure de vinyle expansé - Spécifications (Indice de classement : P62-304)

Revêtements de sol textiles

DTU 53.1 (NF P62-202-1) (avril 2001) : Revêtements de sol textiles - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-202-1)
DTU 53.1 (NF P62-202-2) (avril 2001) : Revêtements de sol textiles - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-202-2)

Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse

NF DTU 54.1 P1-1 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-206-1-1)
NF DTU 54.1 P1-2 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P62-206-1-2)
NF DTU 54.1 P2 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-206-2)

Accessibilités PMR

NF P 98-351 - Août 2010 : Cheminements - Insertion des handicapés - Eveil à la vigilance
NF P 98-352 - Novembre 2015 : Bandes de guidage tactiles au sol

Support conforme aux prescriptions du Cahier des Charges : préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces, établi par le C.S.T.B (livraison N°35 du Cahier N°286).

1835 : CPT d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs,
1836 : Directives pour le classement P des produits de lissage de sols,
2183 : Notice sur le classement UPEC et classement UPEC,
2193 : CPT de mise en œuvre des revêtements de sol textiles en dalles plombantes amovibles utilisées dans le bâtiment,
07-58 : Cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces,

- Cahier des charges de préparation des ouvrages en vue de la pose des revêtements de sols minces (cahier C.S.T.B. 286, livraison 35)
- Qualité acoustique des revêtements de sols (cahier C.S.T.B. 71, livraison 78)
- Prescriptions pour la réalisation des joints soudés à chaud sur les revêtements de sols vinyliques (cahier C.S.T.B. 744, livraison 85)
- Cahier des prescriptions techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs (cahier C.S.T.B. 1835, livraison 237)
- Règles de sécurité contre les incendies (dernière édition)
- Guides pour la rénovation des revêtements de sols, cahier du CSTB
- Cas d'un nouveau revêtement plastique collé (cahier CSTB 2.055.2)

L'entrepreneur devra en outre respecter les normes du classement U.P.E.C en vigueur (classement fonctionnel des locaux et des revêtements de sols minces édités par le C.S.T.B dans l e R.E.E.F, Sciences du Bâtiment E6 (arrêté par la Commission du 6 juin 1963).

- Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols minces et sols plastiques établies par le C.S.T.B (Cahier N°115 de décembre 1970).

- Directives communes pour l'agrément des revêtements de sols textiles établies par le C.S.T.B (Cahier

- N°142 de septembre 1973).

- Revêtements de sols classés U.P.E.C. et produits connexes (cahier C.S.T.B. 2200, livraison 284)

- Notice sur le classement U.P.E.C des locaux et des revêtements de sols minces (cahier C.S.T.B. 1504, livraison 189)

3. MODES D'INTERVENTION

3.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux

La période de préparation sera comprise dans le délai d'exécution fixé par le maître d'œuvre pour chaque bon de commande ou marché subséquents.

Pendant cette période de préparation, l'entreprise procèdera notamment aux opérations énoncées ci-après :

Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier.

Etablissement des plans de sécurité et de protection de la santé par les entreprises et chacun de ses sous-traitants.

Etablissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux.

Etablissement des DICT et d'éventuelles (plan feu ...)

Approvisionnement, mobilisation des moyens techniques, matériels et humains.

3.2. Ordre de travail

L'ordre de travail sera généré soit :

- par un bon de commande, si l'intégralité des prestations sont décrites dans le BPU
- par la proposition d'un marché subséquent, si tout ou partie des prestations envisagées n'apparaissent pas au BPU.

3.3. Délais

Cf. Article 3.1 du CCAP

Pour le suivi de l'accord cadre, une réunion annuelle aura lieu avec le maître d'ouvrage.

Pour les bons de commandes ou marchés subséquents, des réunions hebdomadaires ou mensuelles seront organisées avec le titulaire et la personne responsable du suivi du marché pour faire le point de l'avancement des travaux.

3.4. Réceptions

Cf. Article 6.2 du CCAP

3.5. Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions nécessaires pour respecter les réglementations en vigueur. Il doit assurer la protection des travailleurs, des personnes situées à proximité et de l'environnement.

En cas de découverte d'un matériau amianté (ou suspect), le titulaire doit :

- Suspendre le travail dans le secteur concerné,
- Interdire toute circulation au moyen d'un balisage adapté (polyane, panneau, balise,...),
- Informer immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage,
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage.

3.6. Contraintes des interventions

Les différentes interventions devront avoir lieu dans la majorité des cas, dans les bâtiments occupés.

Les sujétions d'exécution liées à cette contrainte seront considérées comme étant incluses dans les prix unitaires, de ce fait, l'entrepreneur ne pourra pas faire valoir de majoration des prix pour temps improductifs.

Le titulaire est réputé connaître ou avoir reconnu l'ensemble des installations en place et en fonctionnement. Les extensions, modifications des installations sont toujours supposées avoir fait l'objet d'une reconnaissance préliminaire. Le CHU informera le titulaire des modifications intervenues sur les installations entre deux visites.

Les interventions devront avoir fait l'objet au préalable d'un plan de prévention de sécurité et de coactivité établi par le titulaire du présent contrat et validé par le coordonnateur CSPS du CHU Poitiers. Ce plan définira les modalités d'intervention du personnel, les moyens préventifs de protections individuels et collectives et de coactivité si besoin.

Le responsable de la cellule multiservices de la Direction des Constructions et du Patrimoine se tiendra à la disposition de l'entrepreneur pour :

- les reconnaissances préalables,
- la définition des besoins et fonctions,
- la planification des interventions.
- La zone de travail, de stockage et de stationnement

3.7. Présentation du personnel

Pour le site du CHU de Poitiers, le personnel de l'entreprise est tenu de se présenter au T.G.C. (Service de sécurité Niveau - 3 de Jean BERNARD), avec une pièce écrite justifiant de son emploi dans l'entreprise et de son identité.

Cette pièce justificative de son emploi peut être:

- une carte d'identité professionnelle
- une lettre du Chef d'entreprise présentant l'agent.

3.8. Nuisances de chantier

L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter la réglementation en vigueur, ainsi que les contraintes émises par le maître d'œuvre au regard de l'activité hospitalière

Les prescriptions d'hygiène édictées lors de chaque chantier (au travers des fiches de lutte contre les infections nosocomiales) devront être strictement respectées.

Les prescriptions formulées par le coordonnateur SPS désigné devront être respectées.

➤ **bruit** : Chaque fois que le seuil des 60 dB (sur l'une des 6 façades de la zone de travaux) sera atteint, le maître d'œuvre sera susceptible d'émettre des prescriptions concernant les horaires d'intervention, le matériel utilisé, le respect des contraintes d'environnement,...

➤ **ventilation** : L'entreprise prendra toutes dispositions pour garantir aux occupants des lieux une parfaite ventilation des locaux, parties communes, logements dans le cas où celle-ci produirait du fait de son activité une émission de poussières, émanations diverses, inodores ou insipides ; la ventilation pourra s'effectuer de façon naturelle ou mécanique.

➤ **déchets** : L'entreprise s'engage à respecter les lois 75-633 du 15 juillet 1975 et 95-101 du 2 février 1995 relatives à l'élimination des déchets et au respect de l'Environnement. Les frais et coûts relatifs à la gestion des déchets de chantier sont à l'entière charge de l'entreprise. Aucun stockage n'est toléré dans les parties communes, les locaux vides ordures ainsi qu'au pied des immeubles, à l'exception de bennes

réservées à cet usage et protégées selon les lois et règles en vigueur du Code du Travail et de la protection des personnes.

➤ **circulations** : Toutes dispositions seront prises par l'entreprise pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants. Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger ; il en va de même pour les matériels électroportatifs, prolongateurs, boîtes à outils, etc.

Les plans de circulations et de séparation des flux (soignants, patients, ouvriers, approvisionnements,...) devront être scrupuleusement respectés.

3.9. Stockage

➤ Stockage des matériaux

Il appartient à l'entreprise de prendre toutes dispositions nécessaires à la bonne conservation des matériaux ; Le stockage s'effectuera en des lieux appropriés. Les produits stockés susceptibles de produire des émanations ou classés inflammables, nocifs, agressifs, etc.... devront faire l'objet d'un marquage sur leur conditionnement. Cette signalétique devra être présente également sur les portes d'accès des lieux d'entreposage.

➤ Stockage des matériels

Les accessoires utilisés en parties communes (escabeau, échelle, échafaudage) devront faire l'objet d'un accord formalisé du maître d'œuvre

4. QUALIFICATION ET FORMATION

4.1. Qualifications de Revêtements de sol souples.

L'entreprise garantit le résultat des travaux exécutés.

4.2. Formation du personnel

Le personnel devant effectuer des travaux de maintenance sur des sols composées (ou à proximité) de matériaux amiantés doit avoir une formation dans le champ d'activité de la sous-section 4 (Article R4412-139 du Code du Travail) arrêté 22-12-2009. Cette qualification s'applique aux activités et interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Le niveau d'habilitation du personnel devra être en concordance avec les travaux à réaliser.

Sur simple demande du donneur d'ordre, le personnel devra justifier sa qualification et son niveau d'habilitation en rapport avec les travaux.

5. CONTENU DES PRIX

Les prix s'entendent pour des prestations "dépose/évacuation" et/ou "fourni/posé." En aucun cas, ils ne peuvent donner lieu à des détails d'accessoires supplémentaires ou à des suppléments d'heures rajoutés à des postes d'équipements fournis/posés.

Outre les dispositions de l'article 9.2 du CCAP, les prix unitaires devront contenir l'ensemble des sujétions inhérentes à ce type de travaux incluant :

- la dépose d'accessoires liés aux revêtement de sols. (seuils...),
- la dépose ou arrachage de sols souples (PVC ou moquette) avec remontée en plinthes si il y a lieu
- la dépose de chape,
- la préparation des supports (grattage, dégraissage, ponçage...),
- la mise en œuvre de produits de préparation de support (couches primaires, réagréages, ..),
- la mise en œuvre de chapes avec forme de pente si nécessaire
- la fourniture et pose de revêtements de sols souples PVC (selon type de pièces),
- la fourniture et pose de revêtements de sols souples textiles,
- la fourniture et pose de revêtement murale pour douche ou au droit de points d'eau,
- la fourniture et pose d'accessoires (remontée de sol, plinthe, profil de liaison, barre de seuil, bandes d'alertes...).

5.1. Nettoyage de fin de chantier niveau 1

Le descriptif ci-après correspond au niveau minimum (n°1) de nettoyage à réaliser par l'entreprise :

➤ Le nettoyage de fin de chantier comprend le nettoyage du bout d'aile (dont ramassage et évacuation de l'ensemble des déchets situés à l'extérieur et le sol de la grande trémie).

Pour l'IGH Jean Bernard et l'ensemble des services périphériques, le nettoyage de fin de chantier comprend le nettoyage du bout d'aile (dont ramassage et évacuation des mégots de cigarettes) à l'extérieur, ainsi que le sol des trémies.

➤ L'entreprise a, à sa charge, le nettoyage après ses travaux et avant réception.

Ces nettoyages intéressent toutes les parties apparentes (cf infra) :

- sols : sol, revêtements divers,
- murs : revêtements muraux,
- quincaillerie (boutons de portes, béquilles, etc...),
- appareillage électrique (interrupteurs, etc...),
- vitres et glaces aux deux faces,
- faux-plafonds,
- etc....

➤ Sont compris l'élimination des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes dont l'origine n'est pas déterminée.

Les nettoyages doivent faire disparaître les taches de peinture, d'huile, les taches de plâtre, ciment, etc....

Les produits employés (solvants, décapants, etc...), les procédés mis en œuvre doivent être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface (poli, brillant, etc ...)

Dans tous les cas, il y aura lieu de se référer pour les nettoyages aux indications données par les fabricants.

Ce nettoyage s'entend main d'œuvre, toutes fournitures éventuelles et sujétions incluses pour et durant la période de réception.

➤ Ce nettoyage comprend :

Nettoyage des sols souples

Nettoyage des revêtements de sols souple PVC, des remontées en plinthes, des pieds d'huissieries, comprenant :

- le grattage et/ou l'enlèvement de toutes aspérités (ciments, plâtre, peinture, colles restantes, etc...) après remise en état des différents corps de métiers,
- le balayage soigné,
- le dépoussiérage par aspiration,
- le passage de la mono brosse avec un produit adapté,
- lavage, rinçage, et séchage.

Nettoyage des murs

Nettoyage des revêtements de murs de tous type (peinture, PVC, etc...), comprenant :

- l'enlèvement de toutes aspérités (ciments, plâtre, peinture, colles restantes, etc...) après remise en état des différents corps de métiers,
- le dépoussiérage par aspiration,
- l'époussetage,

Nettoyage des appareils sanitaires et robinetteries

Nettoyage des appareils sanitaires et de leurs robinetteries (cuvettes de toilette, laves mains, paillasse, plans vasques, lavabo, baignoires, etc...), comprenant :

- l'enlèvement avec précaution de tous les matériaux adhérents, après remise en état des différents corps de métiers,
- l'essuyage avec un chiffon sec.

Nettoyage des menuiseries extérieures

Nettoyage des menuiseries extérieures (châssis fixes, châssis ouvrants, tablier, etc...), y compris vitrage, feuillures, poignées, systèmes de fermeture, etc... comprenant :

- l'enlèvement avec précaution de tous les matériaux adhérents. Une attention particulière sera prise afin de ne pas rayer, vitre et profils des menuiseries par l'utilisation de matériel non adapté tels que grattoirs ou lames émoussées par exemple,

- le dépoussiérage,
- l'époussetage,
- le détachage si nécessaire,

Nettoyage des menuiseries intérieures

Nettoyage des menuiseries intérieures deux faces (châssis, blocs portes de distributions, blocs portes des gaines techniques, blocs portes des SAS, etc...), y compris vitrage, béquilles, poignées, verrous et tous systèmes de fermeture, comprenant :

- l'enlèvement avec précaution de tous les matériaux adhérents. Une attention particulière sera prise afin de ne pas rayer, vitre et l'habillage en stratifié des menuiseries par l'utilisation de matériel non adapté tels que grattoirs, lames émoussées ou produits chimiques par exemple,

- le dépoussiérage,
- l'époussetage,
- le détachage si nécessaire,
- l'essuyage avec un chiffon sec.

Nettoyage des corps de chauffe

Nettoyage des corps de chauffe deux faces, y compris robinets thermostatique, tuyauterie, comprenant :

- l'enlèvement avec précaution de tous les matériaux adhérents.
- le dépoussiérage,
- l'époussetage,

Nettoyage des appareillages électriques

Nettoyage des appareillages électriques, (interrupteurs, prises, luminaires, tableaux, etc ...), comprenant :

- l'enlèvement avec précaution de tous les matériaux adhérents.
- le dépoussiérage,
- l'époussetage

5.2. Nettoyage de niveau 2 - Nettoyage de mise à gris

Ce nettoyage reprend le descriptif de niveau 3. Il est réalisé en une passe avant le nettoyage de niveau 3.

Le nettoyage de niveau 2 ne peut être prescrit indépendamment du niveau 3

5.3. Nettoyage de niveau 3 – Nettoyage de Mise à blanc

La prestation de nettoyage de niveau 3 ne peut débuter qu'après réalisation des prestations de nettoyage de niveau 1 et de niveau 2.

Nous décrivons ici les actions de mise à gris et mise à blanc qui concernent les zones à atmosphère contrôlée (ZAC) . Ces éléments sont définis selon :

- Les actions de dépoussiérage et de lavage qui constituent la mise à gris (nettoyage des plafonds, cloisons y compris châssis vitrés, sols et équipements comprenant un lavage avec détergeant, puis rinçage)
- Les actions de décontamination qui constituent la mise à blanc ; elles visent à obtenir un état microbiologique et particulières des surfaces compatibles avec l'objectif de classement de la ZAC.

Le principe général et le mode opératoire d'une mise en propreté se déroule comme suit :

- Réalisation de la mise à gris de l'ensemble des zones concernées,
- Intervenir des secteurs les plus propres vers les secteurs les moins propres,
- Nettoyage et mise en propreté des systèmes de ventilation desservant les locaux,
- Essais et validation de l'étanchéité des systèmes de ventilation,
- Mise en route des systèmes de ventilation,
- Mise à blanc des locaux concernés,
- Auto- contrôle,
- Corrections si nécessaires
- Qualification des locaux par un organisme indépendant

La mise à blanc a pour objet d'amener les surfaces dans un état de propreté microbiologique et particulaire compatible avec les classes d'air requises. Cette mise à blanc sera réalisée dans l'ordre suivant :

- Du niveau de propreté des parois par local (du plafond vers le sol),
- De la qualité d'empoussièrement exigée (de l'ISO 8 vers l'ISO 5)

Prérequis nécessaires pour la sécurité au poste de travail :

- Formation accueil sécurité
- Information sur les produits utilisés
- Habilitation le cas échéant
- Formation aux consignes spécifiques décrites dans le plan de prévention,
- Formation au bio en milieu hospitalier
- Formation spécifique au nettoyage en ZAC et ZAR.

Produits utilisés lors de la mise à blanc :

- Détergeant
- Détergeant désinfectant homologué pour la salle
- Isopropanol

Matériel utilisé lors de la mise à blanc :

Le matériel utilisé pour cette opération devra limiter l'aérosolisation des particules :

- Des mouilleurs salles propres
- Des raclettes équipées de manche en matière non poreuse
- Des balais de lavage à plat équipés de supports rigides et de manche en matière non poreuse
- Des seaux en matière plastique
- Des tissus d'essuyage compatibles avec les classes d'air requises

Et tout le matériel nécessaire aux travaux en hauteur (perches télescopiques,...)

Ces matériels seront dédiés aux ZAC et seront stockés dans les sas correspondants.

Habillage : Le personnel devra avoir une tenue à usage unique spécifique : combinaison, charlotte, sur-chaussures, gants, masque,...

Cette tenue sera compatible avec les classes d'air requises ; elle devra être changée entre chaque laboratoire.

6. PERIODES DE CONGES

Le CHU fonctionne en permanence (365 jours par an et 24h/24h). Dans ce cadre, et considérant l'objet des travaux, il est exigé du prestataire de mettre en place une organisation qui permette de répondre à des besoins éventuels sur toutes l'amplitude horaire et calendaire de fonctionnement du CHU.

Pendant la période des congés annuels, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer à tout moment la demande de devis, et/ou l'exécution et/ou la poursuite des travaux.

NB : Les périodes de vacances (estivales, toussaint, Noël,...) sont généralement propices à la réalisation des opérations de travaux et de maintenance. Il est demandé à l'entreprise de répondre sans faille aux demandes du maître d'ouvrage durant cette période.

7. DOCUMENTATION ET PLANS, DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont 2 sous format papier et 1 exemplaire reproductible sur CD, DVD ROM ou support USB avec plans exploitable par le logiciel ALLPLAN (format dwg, dxf,...) et un format PDF, accompagnés d'une liste de remises des documents y mentionnant la désignation des plans, leur numéro et leur indice.

En cas de non remise des plans au format précisé ci avant, il est accepté une remise des plans au format DWG qui devra être obligatoirement lisible sous ALLPLAN, en respectant la charte graphique du CHU.

L'ensemble des autres documents sus cités seront présentés sous pochette transparente à l'intérieur d'un classeur.

Ces documents serviront au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) contiendra :

- les documentations et notices relatives au matériel, les plans de récolement conformes à la charte graphique du CHU de Poitiers,
- les Documents « maintenance » (en couleur)
- Les Documents techniques (en couleur)
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.
- ainsi que tous les documents spécifiques préconisés dans chaque CCTP.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

8. ATTACHEMENTS

Cf. Article 6.2 du CCAP

9. MATERIELS ET MAIN D'ŒUVRE

9.1. Généralités

L'entrepreneur pourra prévoir la fourniture de matériel différent de celui désigné dans le Bordereau de Prix (BPU), sous réserve de son équivalence en termes de qualité et de performance. Dans ce cas, son offre devra comporter obligatoirement la marque et le type précis du matériel prévu.

Etant donné l'impossibilité de donner une description de l'objet du marché sans y faire référence, les spécifications techniques sont mentionnées à titre indicatif dans le document BPU annexé à ce CCTP afin de définir un niveau de qualité et peuvent être remplacées par des produits équivalents.

Pendant l'exécution du marché le titulaire s'engage à employer les produits proposés dans le présent bordereau de prix, acceptés par le CHU de Poitiers.

En cas d'évolution technique des produits durant la période du marché, le titulaire du marché pourra proposer de substituer un nouveau produit à l'ancien au prix en vigueur dans le marché, sous réserve de l'acceptation du représentant de la Direction des Constructions et du Patrimoine. Ces nouveaux produits doivent être de qualité équivalente ou supérieure à ceux initialement prévus au marché. Le CHU se réserve le droit de demander les fiches techniques concernant ces produits avant acceptation.

A titre exceptionnel et uniquement sur demande du CHU de Poitiers d'autres produits, relevant de l'objet du présent lot mais présentant des caractéristiques différentes (par exemple qualité, fabrication ou dimensions) pourront être employés et feront systématiquement l'objet d'un devis au préalable.

Les matériels employés seront toujours de la première qualité et correspondront aux documentations techniques complètes qui auront été remises à l'appui de l'offre de l'entreprise ; ces matériaux ne pourront en aucun cas en différer sans accord du Maître de l'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

Dans le cas où les travaux, prestations ou type de matériel demandés ne sont pas prévus au bordereau de prix unitaires, le titulaire du marché devra se référer au document annexe 1 de ce bordereau (taux de main d'œuvre, taux de remises sur catalogues et/ou produits).

9.2. Main d'œuvre

Les postes de main d'oeuvre seront obligatoirement présentés, décomposés et libellés par nature de tâche et non globalisés pour un chantier ou un ensemble de tâches différentes.

Ils ne peuvent en aucun cas se rajouter à un chantier de prestations "fourni/posé."

Les heures facturées seront celles réellement passées sur le site en fraction d'¼ d'heure.

Le taux horaire intégrera :

- les prises en charges,
- les déplacements,
- les frais de véhicules
- les frais de repas, d'hébergement